

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation

LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation

e-ISSN: 2790-1270

p-ISSN: 2790-1262



N°10, Décembre 2025



**École Normale Supérieure
Université Marien Ngouabi**



LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation
Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)
École Normale Supérieure (ENS)
Université Marien Ngouabi (UMNG)
e-ISSN : 2790-1270
p-ISSN : 2790-1262
DOI : <https://doi.org/10.55595/LAKISA>

Contact

<https://www.lakisa.larsced.cg>

E-mail :	revue.lakisa@larsced.cg	Tél :	(+242) 06 639 78 24
	revue.lakisa@umng.cg		

BP : 237, Brazzaville-Congo

Directeur de publication

MALONGA MOUNGABIO Fernand Alfred, Maître de Conférences (Didactique des disciplines), Université Marien NGOUABI (Congo)

Rédacteur en chef

BAYETTE Jean Bruno, Maître de Conférences (Sociologie de l'Éducation), Université Marien NGOUABI (Congo)

Comité de rédaction

ALLEMBE Rodrigue Lezin, Maître de Conférences (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

EKONDI Fulbert, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

KIMBOUALA NKAYA, Maître de Conférences (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

KOUYIMOUSOU Virginie, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUYINDOULA BANGANA YIYA Chris Poppel, Maître de Conférences (Didactique des disciplines), Université Marien Ngouabi (Congo)

MOUSSAVOU Guy, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

OKOUA Béatrice Perpétue, Maître de Conférences (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité scientifique et de lecture

ALEM Jaouad, Professeur-agrégé (Mesure et évaluation en éducation), Université Laurentienne (Canada)

ATTIKLEME Kossivi, Professeur Titulaire (Didactique de l'Éducation Physique et Sportive), Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

BEOGO Joseph, Maître de Conférences (Politiques Éducatives), École Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

DUPEYRON Jean-François, Maître de conférences HDR émérite (philosophie de l'éducation), université de Bordeaux Montaigne (France)

EWAMELA Aristide, Professeur Titulaire (Didactique des Activités Physiques et Sportives), Université Marien NGOUABI (Congo)

HANADI Chatila, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique de Sciences), Université Libanaise (Liban)

HETIER Renaud, Professeur (Sciences de l'éducation), UCO Angers (France)

KPAZAI Georges, Professeur Titulaire (Didactiques de la construction des connaissances et du Développement des compétences), Université Laurentienne, Sudbury (Canada)

LAMARRE Jean-Marc, Maître de conférences honoraire (philosophie de l'éducation), Université de Nantes, Centre de Recherche en Education de Nantes (France)

LOMPO DOUGOUDIA Joseph, Maître de Conférence (Sciences de l'Education), Ecole Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

LOUMOUAMOU Aubin Nestor, Professeur Titulaire (Didactique des disciplines, Chimie organique), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUSSAKOUMOUNOU Alain Fernand Raoul, Maître de Conférences (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

MANDOUMOU Paulin, Maître de conférences (Didactique des APS), Université Marien NGOUABI (Congo)

MASSOUMOU Omer, Professeur Titulaire (Littérature française et Langue française), Université Marien Ngouabi (Congo)

MBOE Gustave Georges, Maître de Conférences (Psychologie des Organisations), Université de Dschang (Cameroun)

MOPONDI BENDEKO MBUMBU Alexandre David, Professeur Ordinaire (Didactique des mathématiques), Université Pédagogique Nationale (République Démocratique du Congo)

NAWAL ABOU Raad, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique des Mathématiques), Faculté de Pédagogie- Université Libanaise (Liban)

NDONGO IBARA Yvon Pierre, Professeur Titulaire (Linguistique et langue anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

NGAMOUNSIKA Edouard, Professeur Titulaire (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

ODJOLA Régina Véronique, Maître de Conférences (Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

PAMBOU Jean-Aimé, Maître de Conférences (Sociolinguistique-Didactique du français langue étrangère et seconde- Grammaire nouvelle), Ecole Normale Supérieure du Gabon (Gabon)

PARÉ/KABORÉ Afsata, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Université Norbert Zongo à Koudougou (Burkina Faso)

RAFFIN Fabrice, Maître de Conférences (Sociologie/Anthropologie), Université de Picardie Jules Verne (France)

VALLEAN Tindaogo, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Ecole Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

Bases et preuves d'indexations

Impact facteur (SJIF) : 6,921

https://www.isindexing.com/isi/journaldetails.php?id=23630 	https://sjifactor.com/passport.php?id=23609 
https://reseau-mirabel.info/revue/20227/LAKISA-Revue-des-Sciences-de-l-Education 	https://www.base-search.net/about/en/about_sources_date.php?search_source=Lakisa 
https://search.crossref.org/?from_ui=&q=lakisa&sort=score 	https://portal.issn.org/?q=api/search&search[]=MUST=allissnbis=%222790-1270%22&role[]=11&search_id=49258990# 
https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/746880 	http://www.openarchives.org/Register/BrowseSites?viewRecord=https://www.lakisa.larsce.d.cg/index.php/lakisa/oai 

SOMMAIRE

Facteurs de décrochage et stratégies de résilience chez des auditeurs en formation continue à l'INFAS

N'faissoh Franck Stéphane N'GORAN, Dékonty Maryline Huguette KOULATE Épouse COSTAS-KABAS, Kouassi N'GORAN, N'guessan ANON.....1

Acquisition des concepts algorithmiques fondamentaux au secondaire : une analyse didactique et cognitive chez les élèves de la classe de 4ème au Cameroun

Janvier NGNOULAYE.....15

Adéquation formation-emploi au Burkina Faso : quelle pourrait être la contribution de l'approche par les compétences dans les formations professionnalisantes à l'université ?

Lucien ZAONGO 31

Le terrorisme dans le Sourou (Burkina Faso) : entre espoir et résilience des acteurs de l'éducation (2018-2024)

Yaya BAZIE, Jean Célestin KY.....39

Construction d'une matrice structurée d'aide à la définition en physique au collège

Kouakou Innocent KOFFI.....53

Effets néfastes d'usages du smartphone chez les apprenants de l'Institut Supérieur Pédagogique de Kinshasa/Gombe

Basile MULWANI MAKELELE, Noël BULA NDUNGU, Son PINDI MBUMBA, Becker SUNGA SUNGA, Florentin AZIA DIMBU.....67

Impact de l'utilisation de la méthode active sur les performances des élèves en mécanique en classe de seconde C dans certains lycées du Niger

Tidjani ABDOU HALIDOU, Mohamed Moussa SAGAYAR, Saïdou MADOUYOU.....79

Effets de l'usage du modèle didactico-pédagogique pour l'enseignement de la géométrie dans les lycées de Niamey (MoDiPEG) sur son acceptation par les enseignants

Ibrahima CAMARA, Mouhamadou HASSIROU, Ibro CHEKARAOU.....89

Analyse des représentations des élèves de troisième sur la notion de la pression atmosphérique dans les établissements de Niamey au Niger

Elh Chitou DAYABOU, Saïdou MADOUYOU, Ibro CHEKARAOU.....105

Enseignement-apprentissage des sciences de la vie et de la terre dans les lycées de Maradi et Niamey (Niger) : une analyse de la disponibilité et de l'utilisation du matériel didactique

Madalabi ADO ADAMOU, Moussa MOHAMED SAGAYAR, Bassirou ALHOU.....121

Pratiques de l'enseignement ordinaire des SVT dans les classes de terminale D au Niger : analyse des qualifications des enseignants, de leur préparation pédagogique et de leur engagement envers les élèves

Boubacar ANZA AMADOU, Moussa MOHAMED SAGAYAR, Bassirou ALHOU.....137

Usages des groupes WhatsApp dans la formation continue informelle des enseignants de SVT au Niger : interactions, perceptions et enjeux professionnels

Badio ISSAKA.....147

Le rôle des leaders éducatifs dans la construction de la culture distinctive des écoles et universités catholiques en République Démocratique du Congo

Blaise MOSENGO.....161

Les situations d'enseignement proposées par les Programmes des Domaines d'Apprentissage des Sciences en République Démocratique du Congo : cas de la numération en 7ème EB

Julien KIMENGELE WALUMONA.....173

Stratégies et techniques des fraudeurs lors des examens scolaires à grand tirage du Brevet d'Étude du Premier Cycle et du Baccalauréat session 2024, à Abidjan (commune d'Abobo)

N'guessan williams KOFFI, Souleymane KONATE.....187

Intelligence Artificielle et apprentissage au département d'anthropologie et de sociologie de l'université Alassane Ouattara

Moussa KONE 201

Primary education in Senegal in the age of multilingualism: issues, challenges and prospects

Jean Christophe FAYE 213

La régulation émotionnelle en contexte de résolution de problèmes mathématiques variée-t-elle selon le genre ? cas des élèves de terminale au Gabon

Stelly MBO'O NDZIME 225

Une réinsertion socio-familiale des Mineur(e)s sociaux exclu(e)s des centres de Caritas-Cotonou pour une autonomisation de la jeune fille

Sanctus Morand AVLESSI, Olushègun Rodrigue FATOMBI, Kanlé Jacqueline Clarisse NAPPORN.....237

Exigences éthiques de la responsabilité éducative : un appel à la conscience de l'éducateur pour sauver la personne en formation

Barnabé DENON.....247

Les difficultés de mise en œuvre de l'enseignement-apprentissage de la géographie physique en classe de Seconde au Niger

Assagaye AGAISSA, Ahamed DJIBO TCHIEMOGO.....255

Analyse de l'articulation entre formation académique et formation pratique des enseignants en formation à l'École Normale Supérieure (République du Congo)

Davins OKAYI NGOLABO, Nadège OKIEMY ANDISSA.....273

Les écoles béninoises face aux menaces terroristes dans le nord, cas de la commune de Kandi : défis, impact et perspectives

Florentine HOUEDENOU.....283

À propos de l'andragogie au Bénin : domaine encore à l'État de balbutiements

Fatahou DJIMA 295

Les déterminants pédagogiques de la complétion du e-learning à l'aune de l'engagement des apprenants

Raymond-Bernard AHOUANDJINO, Hana FOUGHALI, Manzama-Esso THON ACOHIN, Pamela APLOGAN, Mario P. H. LOKO.....305

Représentation sociale de l'école par les parents, genre des élèves et achèvement scolaire au Niger

Zakari MAHAMADOU 321

Retour d'expérience analysée sur la formation des enseignants de l'Université virtuelle de Côte d'Ivoire à l'ère de l'IA

Yadoho Noël COULIBALY 333

Les échanges verbaux des élèves des lycées de Brazzaville Zone 3 en situation de communication : une approche pluridimensionnelle de la langue

Marc MBOUNGOU, Alain Fernand Raoul LOUSSAKOUMOUNOU.....341

Analyse des dispositifs didactiques de construction des savoirs en arts plastiques Analysis of teaching methods for building knowledge in the visual arts

Camille HONVO 355

Enjeux et méthodes de l'enseignement de l'histoire en Seconde C en République du Congo : cas des lycées Émery Patrice Lumumba et Nganga Édouard

Foye Ornella MPASSI MADAMI, Dominique OBA.....365

Raisons du choix de la grossesse chez les étudiantes en année de licence dans les universités d'État au Cameroun : cas de l'Université de Dschang

Gustave Georges MBOE, Emilienne Anastasie EYAMBO ELAD, Chiayé Marie-Pauline SEKA.....375

La place des inspecteurs des collèges : entre supervision et amélioration de la qualité éducative à Brazzaville

Guy Joseph MOUSSAVOU.....391

Le terrorisme dans le Sourou (Burkina Faso) : entre espoir et résilience des acteurs de l'éducation (2018-2024)

Yaya BAZIE, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

E-mail : yayabazi11@gmail.com

Jean Célestin KY, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

E-mail : kycelestin@gmail.com

Résumé

Depuis 2018, la province du Sourou fait face à une crise sécuritaire due au terrorisme. Les attaques terroristes dans la province ont entraîné la fermeture des établissements scolaires, affectant les principaux acteurs de l'éducation. Aujourd'hui, la zone du Sourou où les établissements scolaires fonctionnent est la ville de Tougan. Cette situation suscite des interrogations du genre : comment les acteurs de l'éducation ont-ils nourri l'espoir et développer la résilience dans le contexte de crise sécuritaire pour assurer la continuité de l'offre éducative dans le Sourou ? L'intérêt de cette étude est la démonstration de la résilience des acteurs de l'éducation dans le Sourou malgré les attaques terroristes qui y sévissait. Cet article analyse l'impact du terrorisme sur l'éducation dans le Sourou. La méthodologie adoptée comprend des entretiens qualitatifs avec les enseignants et des parents ainsi qu'une analyse quantitative des taux de fermeture des écoles et leurs impacts. Les résultats indiquent la fermeture et la délocalisation des établissements, des conditions de vie difficiles des acteurs de l'éducation, une adoption des mesures d'adaptation, des taux de succès encourageant.

Mots-clés : éducation, crise sécuritaire, urgence, stratégies, blocus.

Terrorism in Sourou (Burkina Faso): Between hope and resilience of education stakeholders (2018-2024)

Abstract

Since 2018, Sourou province has been facing a security crisis due to terrorism. Terrorist attacks in the province have led to the closure of schools, affecting key education stakeholders. Today, the Sourou area where schools are operating is the city of Tougan. This situation leads us to ask: how have education stakeholders nurtured hope and developed resilience in the context of the security crisis to ensure the continuity of educational provision in Sourou? The interest of such a study is that it allows us to show how education in Sourou survived despite the terrorist attacks that raged there. This interest leads us to set objectives in conducting this study, in particular to analyze the impact of terrorism on education in Sourou. The methodology includes qualitative interviews with teachers and parents as well as a quantitative analysis of school closure rates and their impacts. The results indicate the closure and relocation of establishments, difficult living conditions for education stakeholders, the adoption of adaptation measures, and encouraging success rates

Kay word: education, security crisis, emergency, strategies, blockade

Introduction

La province du Sourou tire son nom du fleuve Sourou et signifierait la profondeur en langue marka. Le Sourou serait donc la partie où le fleuve gagne brusquement en profondeur (I. Djibo, 2022, p. 14). A l'origine, cette province formait avec le Nayala une seule province sous l'appellation « Sourou ou Souroudougou » et relevait de l'autorité de la province du Sourou. En 1995, le Sourou est divisé en deux provinces dont la province du Sourou et celle du Nayala. En effet, Toma et Tougan ont été érigés en chef-lieu de cette province respectivement du Nayala et du Sourou par la loi n°09 /96/ADP du 24 Avril portant création et dénomination de quinze (15) nouvelles provinces (S. D. Pare, 2009, p. 38).

La province du Sourou est située au Nord-ouest du Burkina Faso dans la région de la Boucle du Mouhoun et est composée de huit (08) départements que sont le département de Tougan, de Di, de Lanfiera, de Kassoum, de Toéni, de Kiembra, de Gomboro et de Lankoé. Cette province correspond au Nord-*sanpié*, le pays *san* du Nord. C'est une province majoritairement islamisée et peuplée de *San*. Les *San* sont originaires du Mandé probablement du Mali qu'ils auraient quitté autour du XVe siècle (J. C. Ky, 2016, p. 64). A la naissance du pays *san*, les premières installations *san* étaient situées dans la partie qui correspond aujourd'hui à la province du Sourou où ils ont cohabité avec les *Dogon*, les *Marka*, les *Peulhs*, les *Pana* et les *Moose* (J. C. Ky, 2016, p. 64).

La province actuelle du Sourou est limitée au sud par la province du Nayala, à l'Est par la région de nord, au nord et nord-ouest par le Mali et au sud-ouest par la province de la Kossi. Elle fait partie des zones les plus touchées par le terrorisme.

Depuis l'implantation du djihadisme violent sur le territoire burkinabè en 2015¹, c'est en 2018 que la province du Sourou a commencé à être en proie aux attaques terroristes avec leur lot de déplacements qui n'ont pas épargné le monde de l'éducation. En effet, les attaques terroristes ont impacté négativement l'éducation dans la province du Sourou. On enregistre une fermeture des établissements scolaires, des administrations et des déplacements de la population dont les élèves et les enseignants.

Face à cette situation, les acteurs de l'éducation espéraient le rétablissement rapide de la sécurité, la réouverture des établissements et la reprise rapide des activités pédagogiques. Mais, le harcèlement du Sourou par les terroristes persistait. La propagation des attaques a contraint les acteurs de l'éducation à s'adapter à la situation sécuritaire qui prévalait. C'est dans ce contexte que nous avons décidé de porter une réflexion sur la thématique suivante : le terrorisme dans le Sourou : entre espoir et résilience des acteurs de l'éducation. Comment les acteurs de l'éducation de sont-ils adaptés à la situation sécuritaire en espérant une reprise normale des activités scolaires ? Ce sujet pose le problème de la résilience des acteurs de l'éducation dans un contexte de terrorisme.

L'intérêt de cette étude réside dans sa dimension à faire connaître les difficultés auxquelles les acteurs de l'éducation dans le Sourou sont confrontés dans le contexte de terrorisme. L'objectif de cette étude est de montrer les conditions de vie et de travail difficiles des acteurs de l'éducation ainsi que les mesures d'espoir et d'adaptation prise pour assurer l'offre éducative dans le Sourou. Conduire cette étude a nécessité l'adoption d'une méthodologie axée sur des enquêtes, la collecte de données sur l'éducation dans le Sourou, non seulement dans les directions provinciales, mais aussi dans la constitution d'une bibliographie sur la thématique. Les fiches de lecture et d'enquête nous ont servi d'outils d'analyse des données. L'étude est organisée en deux points. Le premier point consiste à évoquer un aperçu

¹ Hervé Théry and Daniel Dory, "Solhan : cartographier le terrorisme et la dynamique territoriale d'une insurrection", *Mappemonde* [Online], 131 | 2021, URL: <http://journals.openedition.org/mappemonde/6129>; DOI: <https://doi.org/10.4000/mappemonde.6129>

des attaques terroristes dans le Sourou. Dans le second point, nous abordons les difficultés rencontrées pour les acteurs de l'éducation dans le cadre de l'exercice de leurs activités.

1. Expansion des attaques terroristes dans le Sourou et les opérations militaire source d'espoir.

Le terrorisme dans le Sourou n'est que le prolongement des premières attaques terroristes au Burkina Faso. Dans ce point, le lien est fait entre le terrorisme au Burkina et les premières attaques dans le Sourou. La suite est une évocation des différents manœuvres militaires ayant donné de l'espoir aux acteurs de l'éducation dans la province.

1.1. Les causes du terrorisme

Depuis 2015, le Burkina Faso fait face aux attaques terroristes de façon répétitive. Une sorte de guerre asymétrique qui diffère des guerres interétatiques (A. K Saidou, 2023, p.2). Si le terrorisme a pu s'installer facilement au Burkina Faso, c'est parce que le terrain lui était propice. Pourquoi certaines populations ont eu une oreille attentive à l'appel des terroristes ? Plusieurs raisons d'ordre économique, social et politique expliquent l'enracinement du terrorisme au Burkina Faso. L'extrême pauvreté est l'une des causes du terrorisme. C'est pourquoi, T. Deffarges (2003, p. 382) disait que le choix entre une activité légale et une activité terroriste dépend de leur rendement relatif. Dès lors, si l'activité terroriste peut fournir un revenu supérieur à celui qu'un individu obtient ou pourrait obtenir dans la sphère économique légale, la probabilité qu'il rejoigne une organisation terroriste est forte. Ainsi, avec la pauvreté généralisée, le coût d'opportunité pour les individus est très faible. Cette situation précaire et vulnérable des populations favorise le processus de leur recrutement dans les rangs des organisations terroristes².

À cette pauvreté extrême, qui ne donne aucune alternative aux populations que de rejoindre les rangs terroristes, s'ajoutent les problèmes d'éducation. En effet, les enfants qui se promènent dans les rues sans un minimum d'éducation rejoignent facilement les groupes terroristes. De même, ceux qui sont déscolarisés et qui ne savent plus à quelle fin de vouer sont plus faciles à recruter. Les zones où les écoles sont fermées sont celles où le terrorisme est beaucoup enraciné. C'est pourquoi, dans les zones où il y a des écoles, les attaques terroristes sont dirigées contre elles. Cela entraîne une déscolarisation massive des élèves parmi lesquels les terroristes reviennent recruter des jeunes désœuvrés. En tout état de cause, le terrorisme s'est installé facilement dans les zones délaissées par l'Etat.

Ce délaissement est utilisé par les groupes armés pour développer un discours poussant les populations à la révolte et dans leurs rangs. C'est pourquoi, T. Deffarges (2003 p. 382) pense qu'élever le niveau d'éducation en diminuant la pauvreté permet de réduire les doléances perçues, affaiblissant ainsi la capacité de recrutement des organisations terroristes. Le développement du terrorisme est dû également à l'injustice sociale et politique.

À ce propos, G. Sayed note que l'augmentation des pressions exercées par la croissance démographique ; la forte détérioration de la qualité de la prestation des services publics ; tout un héritage de violence dû aux injustices ; la marginalisation politique et celle des institutions et la dégradation de la qualité de l'enseignement et de la recherche scientifique³. Au-delà de ces causes profondes, il ne faut pas perdre de vue les alliances entre les groupes terroristes, leur éparpillement et leur expansion de leurs foyers originels vers d'autres pays. La déstabilisation de la Libye en 2011 et l'intervention de l'armée française au Mali en 2013 ont contribué à

² Eden Amou, Les causes socio-économiques du terrorisme et de la violence politique dans les pays de l'UEMOA en ligne URL : <https://caert.org.dz/Publications/Articles-fr/Article-9-vol-11-1-fr.pdf>

³ Sayed Ghoneim, extrémisme et terrorisme entre causes profondes et répercussions, (en ligne) URL : <https://www.imctc.org/fr/eLibrary/Articles/Documents/636742644337136410.pdf>

éparpiller les terroristes (T. Quidelleur, 2022, p. 115) en direction du Burkina Faso, notamment dans les zones frontalières avec le Mali qui englobent la province du Sourou.

1.2. Expansion des attaques terroriste au Burkina et dans le Sourou en 2018

Le Burkina Faso est confronté à une forte instabilité politique et une menace terroriste qui plane sur le pays depuis 2014. En effet, suite à l'insurrection populaire des 30 et 31 Octobre qui a précipité la chute du président Blaise Compaoré, le 31 octobre, en Novembre 2015, de nouvelles élections présidentielles avaient permis le retour au pouvoir d'un président démocratiquement élu, Roch Marc Christian Kaboré. Au même moment, l'appareil sécuritaire peinait à se recomposer depuis la chute de Blaise Compaoré alors que la menace djihadiste et terroriste progressait depuis le Mali vers le pays⁴. C'est pourquoi, S. Ayimpan (2022, p. 237) disait que la chute du régime de Blaise Compaoré apparaît dans les interprétations locales comme le point de départ de la situation d'insécurité qui règne ces dernières années au Burkina Faso, marquée principalement par l'installation des groupes armés.

Le cycle infernal des attaques terroriste au Burkina Faso a commencé lorsque « dans la journée du 04 Avril 2015 aux environs de 10h30, une équipe de la sécurité de la mine de Tambao en patrouille a fait l'objet d'une attaque par des individus armés non identifiés »⁵. Cette attaque était la première du genre au Burkina, près de la frontière avec le Niger et le Mali. Depuis cette attaque, suivie de celle du poste de police de Oursi, le 23 Août 2015 et de Samorgouan 9 Octobre 2015 dans le Kenedougou, le Burkina Faso connaît une propagation croissante de dynamiques conflictuelles sur son territoire notamment dans le Nord, le sahel, l'Ouest et l'Est à la frontière avec le Mali et le Niger.

Les attaques se sont étendues à d'autres régions du pays si bien que le 31 décembre 2018, le Roch Marc Christian Kaboré avait déclaré l'État d'urgence qui devait rentrer en vigueur le 1^{er} janvier 2019 à zéro heure dans certaines provinces du Burkina dont le Sourou et la Kossi appartenant toutes à la région de la Boucle du Mouhoun. En rappel, la Boucle du Mouhoun a enregistré sa toute première attaque terroriste dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 Octobre 2018 dans le département de Barani situé dans la province de la Kossi.

L'instauration de l'État d'urgence dans le Sourou fait suite à la multiplication des attaques terroristes dans la province. En effet, cette province a enregistré sa toute première attaque terroriste le 1^{er} Octobre 2018 lorsque des individus armés ont attaqué la brigade de gendarmerie de Lanfiéra dans la vallée du Sourou.

Par la suite, le 26 Décembre 2018, une attaque terroriste a visé les manuels de l'école de Loroni, une localité située à 25 km au Nord de Toéni dans le Sourou. Depuis lors, la province du Sourou, frontalière avec le Mali, est devenue le témoin effroyable et la cible des violences terroristes dont les lourdes conséquences sont la fermeture des établissements scolaires, le déplacement des élèves et des enseignants des différentes communes rurales de la province vers le chef-lieu de la province, Tougan.

Par manque d'action de sécurisation conséquente, l'inadéquation des réponses sécuritaires, la menace terroriste progressait et planait inexorablement sur la ville de Tougan qui a fini par enregistrer sa première attaque terroriste le 1^{er} décembre 2022. En effet, au gré des rapports de force sur le terrain, les groupes terroristes se sont réorganisés en employant de nouveaux modes opératoires : les poses des engins explosifs, le développement des alliances de complicité avec les populations vulnérables. Ainsi, la fermeture des écoles constitue une menace dévastatrice aux conséquences désastreuses pour la province car cela a exacerbé les

⁴ Rapport Afrique N° 254 du 12/10/2017 d'International crisis group. Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, p.1.

⁵ Selon le service d'information du gouvernement du 04 Avril 2015.

problèmes économiques et structurels fondamentaux. Elle est aussi un facteur crucial de recrutement pour les groupes terroristes.

Les actes terroristes commencent par des attaques contre les symboles de l'Etat, des menaces violentes verbales ou écrites sur les murs des établissements. Dans leurs messages, ils demandent généralement d'enseigner l'Arabe et l'Islam ou de fermer les écoles. Tout refus entraîne des représailles qui se manifestent par des incendies d'écoles, les bastonnades d'enseignants des assassinats. Cette situation inquiétait les acteurs du système éducatif dans le Sourou qui gardaient espoir de voir la fin du terrorisme. Quelles furent les sources de cet espoir ?

1.3. La réaction des autorités source d'espoir pour les acteurs de l'éducation

Face à la montée de l'insécurité dans le Sourou, l'espoir était tout de même entretenu. Les acteurs de l'éducation pensaient que la situation serait très vite maîtrisée par les autorités compétentes. Mais, on assistait à une passivité de l'État et à une fermeture sans relâche des établissements. Aucune action d'envergure dans la province en vue de la reconquête et de la réouverture des écoles pour assurer l'éducation des enfants. L'impuissance de l'Etat face aux groupes terroristes a développé au sein des populations un sentiment de changement de pouvoir malgré quelques efforts du président Roch Christian Kaboré.

En effet, le 2 juin 2021, Rock Kabore a créé « les forces spéciales⁶ » et a augmenté les effectifs de l'armée pour accroître le maillage territorial (A. K. Saidou, 2023, p. 1-28). Mais, ces efforts sont restés insuffisants devant la persistance des attaques. L'échec des gouvernements civils élus à maintenir le contrôle effectif des vastes étendues du territoire national au Burkina Faso, fut le prétexte idéal pour que l'armée s'empare du pouvoir politique. Les militaires ont pu se fonder sur les profondes frustrations de la population face à la dégradation de la situation sécuritaire pour justifier leur prise de pouvoir.

En effet, le 23 janvier 2022 on assiste à un coup d'Etat et à la mise en place du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) dirigé par Paul Sandaogo Damiba. Ce coup d'Etat était perçu par bon nombre de Burkinabè, notamment les acteurs de l'éducation du Sourou tenaillés par l'insécurité comme une source d'espoir et un nouveau départ dans la lutte anti-terroriste. L'espoir placé au pouvoir de Sandaogo Damiba qui devait poursuivre les efforts de son prédécesseur dans le Sourou a commencé à s'effriter.

Après 5 mois de gestion du pouvoir, il n'y a aucune opération de taille dans le Sourou, surtout dans la vallée du Sourou. Pour les populations de Tougan, il faut libérer la vallée du Sourou si on veut donner une chance à la province de vivre⁷. En réalité, la vallée du Sourou est le poumon économique de la province, car cette zone est propice aux activités agro-sylvo-pastorales. L'occupation de la vallée par les terroristes privait toute la province de ces moyens d'existence. Cela a contraint les populations à développer des initiatives locales à travers la mise en place des jardins condimentaires.

Le 30 septembre 2022, soit huit mois après la prise de pouvoir de Sandaogo Damiba, on assiste à un nouveau coup d'Etat contre celui-ci, une autre source d'espoir pour les acteurs de l'éducation qui restent cependant dubitatifs puisque le MPSR demeure. Cet énième coup d'Etat est perçu comme un soulagement par les travailleurs de l'éducation et de la population dans leur majorité. Et ce, au regard des premiers discours du jeune capitaine Ibrahim Traoré, le nouveau dirigeant du MPSR nouvelle version ou MPSR II comme l'appellent le Burkinabè ?

À sa prise du pouvoir, Ibrahim Traore a justifié son coup d'Etat par la dégradation de la situation sécuritaire. Lors de la première rencontre avec les secrétaires généraux des ministères,

⁶ Ces forces ont été créées par le décret no 2021-0480/PRES/PM/MDNAC du 2 juin 2021.

⁷ Entretien avec Ouedraogo Sidiki, 45 ans, commerçant, à Tougan le 25/06/2024.

il disait : « Nous devons faire en trois mois ce que on n'a pas pu faire en 12 mois »⁸. Des propos interprétés par certains comme étant la fin du terrorisme en trois mois.

En effet, le volontarisme du capitaine Traoré indiquait l'amorce d'un tournant dans la guerre avec l'accent qu'il a mis sur l'option militaire (A. K. Saidou, 2023, p. 6-7). Ainsi, on pourrait dire que certains militaires ont pris le contrôle du pouvoir par une volonté sincère d'améliorer la situation sécuritaire, mais d'autres en revanche ont principalement été séduits par l'appât du pouvoir et des privilèges. D'octobre 2022 à mars 2023, les autorités ont réceptionné d'importants équipements au profit de l'armée et des volontaires pour la défense de la patrie (V.D.P) (A. K. Saidou, 2023, p. 7). À ces équipements, s'ajoutaient déjà d'autres mesures prises entre 2017 et 2020, notamment la création d'un pôle judiciaire dans la répression des actes de terrorisme et d'une brigade spéciale des investigations anti-terroristes et de la lutte contre la criminalité organisée.

Certes, toutes ses mesures ont augmenté la puissance de feu de l'armée, mais en même temps, elles ont exacerbé les rivalités entre les forces de défense et de sécurité et fragilisé la démocratie. En effet, les coups-d'États de janvier et de septembre ont été menés par les forces spéciales créés pour lutter contre le terrorisme. Néanmoins, sous le capitaine Ibrahim Traoré, on voyait clairement que l'accent était désormais mis sur l'option militaire et cela a contribué à nourrir effectivement l'espoir que le terrorisme prendrait fin en quelques mois au regard de son discours.

Ce discours était reçu dans le Sourou avec enthousiasme, comme celui de la rupture et de l'espoir pour les moins septiques. Quatre mois après la prise de pouvoir par le Capitaine Ibrahim Traoré, tous les axes reliant la ville de Tougan sont coupés, la ville tomba sous blocus terroriste. L'espoir de voir la province être libérée volait aux éclats pour certains, surtout que des villes comme Titao et Djibo étaient toujours sous blocus et ce, près d'un an, Tougan ne ferait donc pas exception si rien n'est fait⁹. Mais pour d'autres, surtout ceux qui avaient espoir et croyaient fermement au nouveau pouvoir, le blocus ne pouvait durer plus d'une semaine¹⁰.

Après le blocus de janvier 2023, le Sourou tombe dans l'obscurité totale. En effet, les terroristes avaient détruit la ligne d'interconnexion qui reliait la province au chef-lieu de région, Dédougou. À cette même période, les installations de l'Office nationale de l'eau et assainissement (ONEA) ont été s'abotées par les terroristes. Sans électricité, sans eau, les populations faisaient recours désormais aux torches, aux plaques solaires, aux puits et aux forages. La ville était régulièrement endeuillée par les assassinats ciblés et des enlèvements dans ses périphéries¹¹. Le cas le plus illustratif est l'assassinat de Monsieur Kekele, enseignant du primaire dans les encablures de Tougan. En fait, les cibles des terroristes étaient les élus locaux et fonctionnaires car plusieurs d'entre eux ont été tués dans des attaques ciblées dans le centre du Mali et du Burkina Faso (A. Tin, 2020, p. 20). Les travailleurs de l'éducation étant des cibles potentielles des terroristes, cette insécurité a contraint bon nombre d'acteurs de l'éducation déjà sous le blocus à quitter temporairement leur poste par des pistes pour rejoindre des zones plus sécurisées.

La reconquête, le 16 février 2023, de la commune Gassan par le groupement des Unités Mobile d'intervention (GUMI 2) avait fondé à nouveau de l'espoir. L'occupation de cette commune par les terroristes avait coupé l'axe Dédougou-Tougan en passant par Gassan. La reconquête de cette localité était perçue comme un grand pas dans le processus de la levée du blocus sur Tougan. Mais, ce fut un espoir de courte durée, car le 7 Mars 2023, le détachement de la police (GUMI 2) installé à Gassan a subi une attaque terroriste d'envergure faisant tomber une fois de plus la localité aux mains des terroristes.

⁸ <https://lefaso.net/spip.php?article116404>

⁹ Entretien avec Dembele Lassina, enseignant, 35 ans, Tougan le 10/01/2023

¹⁰ Entretien avec Tinto Ousmane, 46 ans, professeur, à Tougan le 10/01/2023

¹¹ Entretien avec Batiana Bakola, 48 ans, enseignant, à Tougan le 10/01/2023

Le 3 avril 2023, une opération militaire dénommée « Kapidougou I » avait fait renaître l'espoir. En effet, Kapidougou ou la ruche était composée de plus de 800 militaires et VDP. Elle a été conjointement lancée avec l'armée malienne dans la Boucle du Mouhoun, côté Burkinabè et de l'autre côté de la frontière par les Forces armées maliennes. Côté burkinabè, le 5^e bataillon d'intervention rapide (BIR), le 23^e Régiment inter-commando de Dédougou, un bataillon mixte de marche composé de soldats et de VDP et des vecteurs aériens qui sont mobilisés à Gassan, à Toma, à Tougan et à Leri dans la vallée du Sourou.

L'opération conduite par le capitaine Lion de la BIR 5 avait pour mission de reprendre les localités tombées sous les mains de l'ennemi¹². Cette grande opération militaire dans la région avait donné plus d'espoir aux populations plus précisément aux élèves et aux enseignants sous blocus ou hors du blocus. Finalement, ces opérations furent des échecs car aucune zone n'avait été libérée. Pour les populations du Sourou et de Tougan, ce fut une grande déception dans le processus de la libération du Sourou.

Le 21 juillet 2023, Ibrahim Traoré signait un décret portant la création de 52^e Régiment d'infanterie commando (RIC) qui devait être basé à Tougan dans le Sourou. L'arrivée de ce régiment à Tougan en octobre 2023, a donné une lueur d'espoir à la population et aux travailleurs de l'éducation. En effet, on pouvait entendre un peu partout dans la ville de Tougan que le blocus allait être levé dans un mois au plus tard¹³. Malgré la situation sécuritaire délétère, une partie de la population ainsi que certains acteurs de l'éducation soutiennent le président Ibrahim Traoré, car ils croient à son engagement, à sa détermination, à sa volonté et à son discours qu'ils trouvaient franc.

Ainsi, on peut retenir que depuis le début des attaques terroristes dans la province du Sourou, des actions ont été menées pour donner espoir aux populations de la province plus particulièrement aux acteurs de l'éducation. Ces actions se sont manifestées par des changements de régimes, des opérations militaires d'envergure dont l'objectif était de mettre fin à la menace terroriste. Cependant les espoirs nés de ces changements de régimes et des opérations militaires, sont restés de courte durée et le calvaire des populations sous blocus perdurait.

Néanmoins la majorité des travailleurs de l'éducation notait une évolution positive de la situation sécuritaire. La situation sécuritaire 2024 était meilleure que celle de l'année 2023. A la vérité, les convois de ravitaillement de la ville étaient devenus plus réguliers en 2024 qu'en 2023, la ville était plus animée, moins d'incursions terroristes dans la ville ; l'on notait aussi le retour de l'électricité. Les cours se déroulaient normalement dans la seule ville de Tougan.

Toute cette amélioration de la situation sécuritaire dans son ensemble s'expliquait par l'implication des populations, les recrutements massifs des supplétifs de l'armée (volontaires pour la défense de la patrie) et au déploiement de l'armée dans les villages qui étaient occupés par les terroristes. Ce sont autant d'éléments qui permettent une appréciation et évolution positive de la situation même s'il faut rester mesurer dans cette perception des choses et rester relative car il y a encore beaucoup à faire sur le plan sécuritaire pour garantir une pleine quiétude aux acteurs de l'éducation. Dans un tel contexte, la résilience des acteurs n'a-t-elle pas contribué à sauver l'éducation dans le Sourou ?

2. La résilience des acteurs de l'éducation

La résilience est la capacité d'une personne ou d'un groupe à se développer bien, à continuer à se projeter dans l'avenir, en présence d'événements déstabilisants, de conditions de vie difficiles, de traumatismes parfois sévère¹⁴. Dans l'éducation, la résilience renvoie à la capacité des enfants, enseignants, des communautés et des systèmes à anticiper, prévenir,

¹²<https://kaceto.net/spip.php?article12956>

¹³ Entretien avec Coulibaly Brama, 30 ans, professeur, Tougan le 01/06/2023.

¹⁴ <https://shs.cairn.info/revue-etudes-2001-10-page-321>

résister, s'adapter et se remettre des stress et des chocs tout en faisant avancer les droits de tous les enfants (S. Drabo, 2022, p. 15-16). L'adversité qui retient l'attention ici au Sourou, est le terrorisme. Pour T. Yonli, (2019 : 78), l'individu résilient est celui qui est conscient des risques qu'il encourt et de ses possibilités d'agir sur ses potentialités dans le cadre de stratégies préventives et offensives. C'est en cette définition, que la résilience des acteurs de l'éducation du Sourou trouve tout son sens. Pour les acteurs de l'éducation, la résilience se présente comme une alternative rationnelle malgré les conditions difficiles dans cette crise de l'éducation qui se profile.

2.1. Les difficultés des travailleurs et les pressions administratives

Depuis le début du terrorisme au Burkina Faso, l'éducation est frappée de plein fouet. La fermeture des établissements et la désertion des postes par les enseignants avait contraint les autorités administratives à prendre des mesures, à savoir des intimidations et menaces à travers des notes de service, obligeant les enseignants à rejoindre leurs postes, surtout ceux qui les avaient abandonnés. C'est dans cette dynamique que les acteurs de l'éducation, notamment ceux du Sourou ont développé leur capacité de résilience. La détermination de la communauté éducative et de la population était un facteur important dans la réussite des activités éducatives dans le Sourou. Dans ce processus de résilience, les difficultés étaient énormes.

Les blocus qui rendaient difficile l'accès à Tougan pour les acteurs de l'éducation et pour tout autre agent de l'État. Pour quitter ou rejoindre les postes, il fallait suivre un convoi de l'armée. Pourtant, les dates de convois n'étaient pas communiquées par mesure de prudence et pour éviter les infiltrations. Il faut donc rallier la ville de Toma pour attendre un convoi et les populations pouvaient y passer plusieurs jours dans l'attente. Cette longue attente du convoi engendrait des problèmes humanitaires et sociaux (des conditions d'hébergement très déplorable, la croissance des cas de vol, de viol, la désolation, le désespoir, la misère, la colère, la vulnérabilité, les maladies, le harcèlement sexuel)¹⁵.

Une fois dans le convoi, « c'était un voyage entrecouper par de longs arrêts au cours desquels on faisait coucher tout le monde sur le goudron qui brûlait sous le soleil. C'était un voyage caractérisé par l'incertitude totale, une destination incertaine, la peur et les prières »¹⁶. C'est dans ces conditions qui se sont allégées, plus tard avec la régularité des convois, que les acteurs de l'éducation rejoignaient leurs postes pour assurer la continuité de l'éducation. A ces conditions déjà agaçantes, s'ajoutent les pressions administratives.

En effet, face aux abandons de postes en raison de l'insécurité, le retour des enseignants à leurs postes et la continuité de l'éducation dans le Sourou était vraiment incertaine si des mesures sécuritaires et administratives n'avaient pas été prises, notamment les contrôles de présence des enseignants à leurs postes. Ces mesures n'étaient pas du goût des enseignants car ils les percevaient comme des menaces, des intimidations¹⁷.

Si l'autorité était dans son rôle¹⁸, une telle situation sécuritaire nécessitait des mesures encourageantes plutôt que contraignantes. Au plan social, les parents ont de plus en plus peur de scolariser leurs enfants. En effet, l'assassinat des enseignants et des élèves, justifiait la peur des parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Par le passé, les parents refusant d'emmener leurs enfants à l'école justifiaient leurs décisions par le fait que l'école était selon eux source de perte, de propagande pour le développement du christianisme (H. Cissé, 2018, p. 7). Ces considérations étaient, au fondement, des perceptions négatives de l'école de certains parents. De nos jours, du fait du terrorisme, l'école est considérée par une bonne partie des parents d'élèves comme une institution dont la présence dans une localité peut être un facteur de risque

¹⁵ Entretien avec Karambiri Pascal, 36 ans, professeur, à Tougan le 01/06/2023.

¹⁶ Entretien avec Ouedraogo Ousman, 39 ans, proviseur, à Tougan le 06/06/2023

¹⁷ Ouedraogo Ousmane, 39 ans, proviseur, témoin cité

¹⁸ Entretien avec Zerbo Zakaria, 44 ans, proviseur, à Tougan le 23/06/2023

pour la quiétude de la localité. Aussi, le terrorisme entraîne de nombreux déplacés et cela impacte leur image et leur acceptation sociale.

On se rend compte que l'année scolaire 2022-2023 s'était terminée dans des conditions pédagogiques, sanitaires, humanitaires très difficiles. Lesquelles conditions se sont peu améliorées en 2024, mais Tougan était la seule ville du Sourou où l'éducation se poursuivait dans un contexte de résilience jusqu'en 2024.

2.2. Les mesures d'adaptation et de résilience jusqu'en 2024

À la date du 28 Février 2023 dans le Sourou, 256 établissements étaient fermés affectant 48312 élèves et 1300 enseignants tout ordre compris¹⁹. Aucun établissement post-primaire et secondaire n'a rouvert ses portes. Face au risque de fermeture prolongée des établissements et de déscolarisation des élèves, les acteurs refusèrent de rester les bras croisés. Des politiques d'urgence ont été mises en œuvre afin de s'inscrire dans une dynamique de résilience éducative.

Les autorités éducatives s'étaient employées à une réouverture et à une délocalisation des établissements scolaires fermés. Au niveau du post-primaire et secondaire, aucun établissement n'avait été rouvert, mais au primaire on dénombrait 5 établissements rouverts, affectant 729 élèves et 12 enseignants²⁰.

Dans le Sourou, le nombre d'établissement délocalisés était 29, affectant 3275 élèves et 213 enseignants²¹. Ainsi on est passé de 256 établissements fermés à 222 écoles fermées à la date du 28 février 2023²². Cette baisse s'explique par les efforts de réouverture et de délocalisation des structures éducatives pour s'adapter en fonction du niveau de la situation sécuritaire. Les populations ont contribué à la réouverture des certains établissements. En effet, de bonnes volontés ont cédée leurs bâtiments et leurs sites pour l'accueil les élèves et la mise en place des établissements temporaires (ETA). Cela montre clairement, comme l'indique Joseph Ki-Zerbo²³ l'école doit être l'affaire du village et le village l'affaire de l'école (K. Bonkougou, 2020, p. 225) pour continuer l'offre éducative. Cependant, la majeure partie des écoles est restée jusqu'en 2023 fermées (222 écoles sur 256 structures éducatives). Au primaire, toutes les structures administratives du Sourou ont été délocalisées dans la ville de Tougan. Au primaire la délocalisation des écoles fut plus organisée qu'au post-primaire et secondaire. En effet, au primaire la délocalisation des établissements fut coordonnée par les CEB (circonscription d'éducation de base), les CCEB (chef de circonscription d'éducation de base) et la Direction provinciale des enseignements²⁴.

Par contre, au post-primaire et secondaire, la délocalisation était laissée aux mains des chef d'établissement et leurs associations des parents d'élèves (APE) qui désiraient la délocalisation de leurs écoles. En conséquence, des chefs d'établissement du post-primaire et secondaire ont jugé que la délocalisation des écoles relève de la responsabilité de la Direction provinciale des enseignements post-primaires et secondaires (DPEPS) et non pas du chef d'établissement. Ils qualifièrent cette attitude de la DPEPS comme étant une fuite de responsabilité²⁵.

Dans les différentes politiques de scolarisation des Élèves déplacés internes (EDI) contenus dans l'ouvrage intitulé *Stratégie nationale de scolarisation des élèves des zones à forts*

¹⁹ Rapport statistique mensuel de donnés de l'éducation en situation d'urgence du 28 Février 2023

²⁰ *Idem.*

²¹ *Idem.*

²² *Idem.*

²³ Joseph Ki-Zerbo, 1990, cité par Bonkougou Kougnongom, 2020, *Approche socio-anthropologique des rapports à l'école dans le contexte de terrorisme dans la province de l'Oudalan (région de sahel, Burkina Faso)*, thèse de doctorat unique en sociologie, Université Joseph KI-ZERBO, p. 225.

²⁴ Entretien avec Kaho Hadama Benjamin, 59 ans, Inspecteur, Tougan le 10/06/2024

²⁵ Entretien avec Nebié Hervé, 38 ans chef d'établissement, Tougan le 11/11/2023.

défis sécuritaires au Burkina Faso (ssezds) 2019-2024²⁶, la question de délocalisation des établissements n'est pas explicitement définie. La non délocalisation des établissements contraignait les élèves déplacés à s'inscrire dans les établissements qui fonctionnaient et cela augmentait les effectifs des élèves dans les classes. Cela s'entend, puisqu'il fallait également faciliter l'accès des élèves déplacés internes à l'éducation (EDI).

Des mesures étaient prises dans le cadre de la Stratégie nationale de l'éducation en situation d'urgence (SN-ESU) et la Stratégie nationale de scolarisation des élèves des zones à forts défis sécuritaires au Burkina Faso (SSEZDS de 2019-2024). Ces deux instruments servent de fils conducteurs aux actions étatiques et de celles de ses partenaires au développement dans le processus de scolarisation des élèves déplacés internes²⁷. En effet, la SSEZSD de 2019-2024 est mise en place pour les élèves déplacés internes (EDI), cette stratégie a ensuite été intégrée à l'Education en Situation d'Urgence pour faire face aux conséquences du terrorisme et des autres crises sur l'éducation²⁸. Mais, cette stratégie nationale prend seulement en compte les élèves déplacés internes. Ces deux instruments ont permis de former des milliers d'enseignants à l'approche Safe School et à bien d'autres types de formation à même d'encourager une meilleure prise en charge des élèves sur le plan éducatif, mais également au plan psychosocial.

Pour désengorger les classes aux effectifs élevés et palier la fermeture des écoles, des espaces temporaires d'apprentissage (ETA) avec l'appui des partenaires financiers étaient mis en place²⁹. Les ETA sont des sortes de hangars clôturés avec une bâche bleue et dont la toiture est faite en paille. Comme leur nom l'indique, ce type de classe ne sont pas fait pour résister aux intempéries et cela expose les élèves à tout sorte de risque et de dangers. Les partenaires tels que SOS sourou school qui n'a cessé d'accompagner les EDI avec des kits scolaires, des formations et des sensibilisations.

En plus de ces mesures, s'ajoutaient les initiatives personnelles des enseignants pour mieux s'adapter à la situation qui prévalait en vue d'évacuer le maximum des programmes scolaires. Par exemple, les emplois de temps ont été réaménagés pour prendre en compte les classes abandonnées par certains enseignants, le nombre de devoirs par trimestre a été revu à la baisse, les contenus des leçons étaient réduits.

La réadaptation à la situation sécuritaire a nécessité le redéploiement des enseignants. La province du Sourou, pour la première fois, a procédé au redéploiement de son personnel en 2019 et cela a été consécutive aux premières attaques terroristes. En effet, le redéploiement était perçu comme une bonne alternative car de nombreux enseignants ont passé près de trois ans de leur vie de fonctionnaire sans rien faire et pire ils se sont convertis à des métiers pendant qu'ils continuaient d'émarger au budget de l'Etat alors qu'il y a des établissements qui manquaient d'enseignants. L'État n'étant pas arrivé à s'assumer en gardant les écoles ouvertes, il était nécessaire de passer au redéploiement (K. Bonkougou, 2020, p. 254).

Le développement de l'intégration et de la capacité de résilience des principaux acteurs de l'éducation, fut une affaire de tous. En effet, plusieurs activités culturelles et sportives telles que des compétitions inter-établissements, les compétitions de danse, des inter-classes dans les différents établissements, des débats d'art oratoire inter-établissements, sont organisés par les enseignants et les élèves. Ces compétitions s'inscrivent dans la dynamique de redonner vie et espoir aux populations de Tougan et, plus particulièrement, aux élèves et enseignants.

²⁶ Stratégie nationale de scolarisation des élèves des zones à forts défis sécuritaires au Burkina Faso (ssszds) 2019-2024.

²⁷ <http://burkina24.com/2023/10/11/crise-securitaire-et-continuite-des-services-educatifs-au-burkina-faso-lenjeu-de-la-mobilisation-des-partenaires-selon-cinq-chercheurs/>

²⁸ Entretien avec Somda Elothere, 50 ans chef de service au ST/ESU, Ouagadougou le 06/05/2023.

²⁹ Ouédraogo Ousman, 39 ans, proviseur, témoin cité.

Aussi, visaient-elles à faire douter ceux qui envisageaient un avenir sombre pour l'éducation, à montrer la capacité de résilience des acteurs de l'éducation. Ainsi, par la culture, les acteurs de l'éducation luttèrent contre le développement d'une mentalité terroriste selon Souleymane SANKARA³⁰. Par exemple, la coupe du Proviseur du lycée Provincial de Tougan était placée sous le thème suivant : « Le sport facteur de saine émulation, de cohésion sociale et de résilience », La compétition inter-établissement 2^e édition était placée sous le thème : culture, loisir dans nos établissements d'enseignement, vecteur de paix, de cohésion sociale et de résilience³¹. Dans les compétitions d'art oratoire les thèmes abordant la résilience en contexte terroriste furent débattus.

On remarque que toutes les thématiques tournaient autour de la résilience. Une résilience qui s'est faite ressentir dans les résultats des examens de fin d'année. En effet, le Sourou était classé premier sur le plan national au certificat d'étude primaire (CEP) 2023 avec un taux global de 91,26% et un taux de 97,73% en 2024. Au BEPC, la province a enregistré un taux de 34,10% en 2023, un taux de 35,96 en 2024. Au Baccalauréat, la province a enregistré un taux global 44,49% en 2023 et un taux de 60,77% en 2024³². Ce sont des résultats qui témoignent de la résilience et du travail avec abnégation de tous les acteurs de l'éducation.

La prise en charge alimentaire de tous les élèves déplacés internes demeurait une préoccupation dans le Sourou surtout au post-primaire et secondaire pourtant cela fait partie de la vision de SN-ESU. Cela s'explique par les difficultés que les différents acteurs éprouvent à faire venir la cantine depuis Dédougou au regard des blocus³³. Il est évident que malgré les tentatives de délocalisation des écoles et de prise en charge, nombreux sont les élèves, surtout les filles, restées sans accès à l'éducation et fait cela fait planer le danger d'une génération perdue. Cependant, il faut louer les efforts de l'action sociale et les bonnes volontés qui venaient en aide aux populations et aux élèves déplacés internes (EDI) avec des vivres pour maintenir leur résilience.

Le 17 Novembre, le Haut-commissaire de la province du Sourou a permis la libre circulation des biens et des personnes sur la l'axe routier Toma-Tougan, sur blocus terroriste depuis Janvier 20203. Ainsi, sur les quatre axes (Tougan-Di, Tougan-Dédougou, Tougan-Ouahigouya et Tougan-Toma) bloqués par les terroristes, le blocus d'un seul axe venait d'être levé, suite à plusieurs opérations militaires. La reprise du trafic sur cet axe constitue un espoir et un soulagement des acteurs de l'éducation et de la population toute entière.

2.3. Perspective

La crise sécuritaire que vit le Burkina Faso et plus particulièrement le Sourou nécessite des réponses fortes. Pour endiguer durablement le phénomène du terrorisme, il est souhaitable de s'attaquer aux causes profondes qui l'engendrent, notamment la paupérisation des populations, les discriminations, les injustices sociales, les sentiments d'être abandonnée et la radicalisation. Selon K. Bonkougou (2020, p. 258), la majorité des spécialistes de la résilience s'accorde pour affirmer que la résilience correspond à un processus dynamique et évolutif qui inclut une démarche adaptative et le maintien de l'intégrité physique, malgré l'exposition à des contextes pathogènes. De ce point de vue la sécurisation des établissements scolaires et des zones dans lesquelles ils se trouvent apparaît indispensable pour la reprise des cours dans les établissements scolaires fermés.

Pour cela, il faut mobiliser davantage les acteurs locaux pour trouver des solutions adaptées à une crise profondément enracinée dans les dynamiques locales. Cela passe

³⁰ Entretien avec Sankara souleymane, enseignant et acteur clé des activités extrascolaires, 30 ans Tougan le 17/05/2023.

³¹ L'initiateur de cette compétition est Traore Mikailou

³² Sankara Souleymane, témoin cité.

³³ Entretien avec Congo Mikailou, 36 ans, intendant, à Tougan, le 23/06/2024.

nécessairement par une redynamisation du dialogue social afin de trouver des solutions endogènes.

Il est impératif de réduire l'écart entre les forces de sécurité et les populations. Le renforcement de la présence militaire dans une zone sans la collaboration avec les populations à la base est peu efficace (S. Ayimpam, 2022, p. 338-240). Pour cela, il faut punir énergiquement les descentes musclées des soldats au sein des populations pour se rendre justice en les bastonnant.

Dans les zones à forts défis sécuritaires, l'Etat doit travailler à y envoyer, si possible, des fonctionnaires qui maîtrisent la langue de la population locale, surtout si les conditions minimums de sécurité sont garanties. Cela permet de réduire les barrières linguistiques et les stigmatisations. De même, il faut travailler à ce que les arrestations respectent les procédures et les droits. Les comportements abusifs des forces de défense et de sécurité doivent être sévèrement punis. Il faut multiplier les opérations militaires de sécurisation pour libérer les routes et les villages encore occupés par les groupes armés terroristes afin de garantir la sécurité et faciliter la réouverture de établissements.

Il importe de réguler le discours religieux, dans lequel les chefs religieux pourraient jouer un rôle clé, afin de lutter contre les discours intolérants et haineux. Dans la mesure où certains chefs religieux et coutumiers sont parfois remis en cause, il faut, pour cela, travailler à ce que les représentativités soient suffisantes et moins contestées.

L'Etat doit renforcer la présence militaire dans les camps et postes des VDP afin de les galvaniser pour ne pas qu'ils se sentent abandonner dans les postes avancés. Il faut également interpeller les forces combattantes à ne pas être les principaux animateurs des débits de boisson afin de leur permettre de garder leur lucidité en tout temps et en tout lieu. Il faut travailler à secourir, le plutôt possible, les forces combattantes sur les fronts en cas d'attaque avec des appuis aériens, ce qui pourrait les galvaniser et briser en eux le sentiment d'être abandonné à eux-mêmes ou d'être envoyé à l'abattoir. Pour cela, l'Etat doit œuvrer à ce que chaque région ait au minimum un avion de chasse pour faciliter les interventions et dissuader les groupes terroristes.

L'Etat doit travailler à motiver les acteurs de l'éducation et les autres corps en multipliant les formations continues. Trouver une prime spéciale pour les travailleurs qui sont dans les zones à fort déficit sécuritaire comme on le voit dans le cas des forces de défense et de sécurité. Traiter avec diligence les actes de carrière des éducateurs qui sont déjà tenaillés par les terroristes. Impliquer les acteurs de l'éducation dans la prise de certaines décisions afin que leur application sur le terrain ne soit pas problématique. Tenir compte de la situation et sécuritaire, du bien-être physique, et mental des agents dans certaines décisions.

En lieu et place des intimidations et menaces administratives, il faudrait encourager et motiver les agents qui sont déjà harcelés par les terroristes. Procéder à la construction des établissements et des salles de classe pour mettre les enseignants et les élèves EDI dans les meilleures conditions d'apprentissage. Multiplier les efforts pour ravitailler les établissements en cantine scolaire afin lutter contre la famine et, par ricochet, réduire le taux d'échec ainsi que les abandons d'écoles. En effet, lors d'un conseil de direction à Tougan, tous les acteurs de l'éducation reconnaissaient que les abandons et le taux d'échec élevés étaient liés aux problèmes alimentaires.

Conclusion

À l'issue de cette étude, il ressort que le terrorisme qui a commencé au Burkina Faso depuis 2015 dans la région du nord, s'est propagé dans d'autres régions et provinces du pays, notamment le Sourou. Le terrorisme au Burkina Faso, comme dans le Sourou, a énormément impacté négativement le système éducatif avec la fermeture massive des écoles et le déplacement des acteurs de l'éducation. Les changements de régime, les opérations militaires

ont donné de l'espoir aux travailleurs du Sourou que la menace qui pesait sur l'éducation ainsi que ses principaux acteurs seraient de courte durée. Mais, les travailleurs de l'éducation se sont rendus à l'évidence que la question terroriste est plus complexe.

De l'espoir nourri, les acteurs de l'éducation ont développé la résilience pour assurer la continuité de l'offre éducative dans la province du Sourou. Malgré les conditions difficiles dans lesquelles se déroulent les cours, le Sourou est parvenu à faire de très bons résultats aux différents examens de fin d'année, fruit du travail acharné et de la résilience de tous les acteurs de l'éducation. La résilience des acteurs de l'éducation et de la population toute entière ne doit pas faire perdre de vue à l'Etat son rôle régalien qui est d'œuvrer à assurer la sécurité des travailleurs qu'il engage. La lutte contre le terrorisme et l'insécurité dans le Sourou nécessite qu'on l'aborde par le bas à travers une implication citoyenne des populations à la base. Démontrer la capacité de résilience des acteurs de l'éducation du Sourou en contexte de terrorisme tout en proposant des perspectives est la principale contribution de cette étude.

Sources orales

N°	Nom et prénoms	Age	Sexe	Statut	Date	Lieu
1	KINDO Moumouni	40 ans	M	Professeur	1/01/2023	Tougan
2	DJIBO Issouf	35 ans	M	Enseignant	25/06/2024	Tougan
3	SANKARA Souleyman	31 ans	M	Professeur	15/09/2023	Koudougou
4	TINTO Ousman	46 ans	M	Professeur	10/01/2023	Tougan
5	COULIBALY Brama	30 ans	M	Professeur	01/06/2024	Tougan
6	KARAMBIRI Pascal	36 ans	M	Professeur	01/06/2024	Tougan
7	OUEDRAOGO Ousman	39 ans	M	Proviseur	06/06/2024	Tougan
8	KAHO H. B	59 ans	M	Inspecteur	10/06/2024	Tougan
9	CONGO Mikailou	36 ans	M	Intendant	23/06/2023	Tougan
10	BAYALA Bruno	32 ans	M	Professeur	05/06/2024	Tougan
11	BATIANA	52 ans	M	Professeur	01/06/2024	Tougan
12	ZERBO ZAKARIA	44 ans	M	Proviseur	23/06/2024	Tougan

Références bibliographiques

- ALIOUN Tin, 2020, sécurité et droit humain en Afrique de l'Ouest et au sahel : défis et perspectives, cas du Mali et du Burkina Faso, et du Niger, rapport, Dakar, friedrich-ebert-stiftung, 33 pages, URL : <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/17368.pdf>.
- AYIMPAM Sylvie, « Sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso », *Anthropologie & développement* [En ligne], 53 | 2022, mis en ligne le 08 décembre 2022, consulté le 18 décembre 2022. DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.1889>.
- CISSÉ Hamidou, 2018, *Impact des attaques terroristes sur la scolarité des élèves des CEB de Nassoumbou et Djibo II : état des lieux et perspective*, mémoire de fin de formation à l'emploi d'IEPD, Koudougou, ENS/UK, 80p.
- DEFFRAGES Thierry, « Sur la nature et les causes du terrorisme. Une revue de la littérature économique », in : *Revue Tiers Monde*, 2003/2, n° 174, p. 369-392
- DJIBO Issouf, 2022, *Sourou : identité, d'hier à aujourd'hui*, Ouagadougou, Plum'Afrik, 101p.
- DRABO Salimata, sd, *La Contribution des collectivités locales à la résilience des acteurs des circonscriptions d'éducation de base (CEB) à forts défis sécuritaires de la province du Sourou*, mémoire de fin de formation, École normale supérieure de Koudougou, 45p.
- DU ROY Aurore, HENARD Fabrice, TRAN THANH Julia, 2019 Rapport : Relever les défis de l'éducation dans un sahel en crise, 71p.

- KOUGONGOM Bonkougou, 2020, *Approche socio-anthropologique des rapports à l'école dans le contexte de terrorisme dans la province de l'Oudalan (région de sahel, Burkina Faso)*, thèse de doctorat unique en sociologie, Université Joseph KI-ZERBO, 284p.
- KY Jean Célestin, 2016, « Le culte des masques et la recherche de la paix chez les *san* (nord-ouest du Burkina) », *Rev. hist. archéol. afr.*, *GODO GODO*, N° 27- 2016, p.63-78.
- OUEDRAOGO Abdoulaye, KOBIAANE Jean-François, ROUAMBA Barkissa, OUILI Idrissa et NARE Hugues, 2020, *Rapport Burkina Faso : Description du système éducatif et évaluation de son adéquation aux besoins des utilisateurs*, 34p.
- Politique Sectorielle de L'Éducation du Burkina Faso (PSE/BF) 2014-2023
- QUIDELLEUR Tanguy, « Les dividendes de « la guerre contre le terrorisme » : milicianisation, États et interventions internationales au Mali et au Burkina Faso », in : *Cultures & Conflits*, n°125, pp. 115-138. [En ligne], 125 | Printemps 2022, mis en ligne le 02 janvier 2025, consulté le 09 janvier 2025. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/23678> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.23678>.
- Rapport statistique mensuel de données de l'éducation en situation d'urgence du 28 Février 2023
- SAIDOU Abdoul Karim, 2023, « Guerre et formation de l'État au sahel » in *Afrique et Développement*, Volume XLVIII, No. 4, p.1-28.
- Stratégie Nationale de L'Éducation en Situation D'urgence (SN-ESU) 2019-2024
- Stratégie Nationale de Scolarisation des Élèves des Zones à Forts Défis Sécuritaires Au Burkina Faso (SSEZDS) 2019-2024
- The International crisis group, Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, Rapport Afrique N° 254 du 12/10/2017, 29 pages. URL : https://www.refworld.org/themes/custom/unhcr_rw/pdf-js/viewer.html?file=https%3A%2F%2Fwww.refworld.org%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2Fattachments%2F59e4615f4.pdf.
- YONLI TALADI Narcisse, 2019, *Agriculture à Ouagadougou : question de pauvreté ou pauvreté en question ? Contribution à une socio-anthropologie du développement*, thèse de doctorat unique en sociologie, Université Joseph KI-ZERBO, p.78.

Sources en ligne

- <https://lefaso.net/spip.php?article116404>.
- <https://kaceto.net/spip.php?article12956>.
- https://lefaso.net/spip.php?page=web-tv-video&id_article=87271&rubrique459.



LABORATOIRE DE RECHERCHE EN SCIENCE DE L'ÉDUCATION

École Normale Supérieure

LAKISA est une revue spécialisée en sciences de l'éducation. C'est une revue indexée, semestrielle, à comité scientifique et de lecture international. *LAKISA* est hébergée au sein du Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED) de l'École Normale Supérieure de l'Université Marien Ngouabi (Congo). Elle a pour objectif de promouvoir la Recherche en Éducation à travers la diffusion des savoirs dans ce domaine de la recherche. La revue publie des articles originaux dans le domaine des sciences de l'éducation (didactique des disciplines, sociologie de l'éducation, psychologie des apprentissages, histoire de l'éducation, philosophie de l'éducation...). Les langues de publication sont le français et l'anglais. La revue publie également, en exclusivité, les résultats des journées et colloques scientifiques dans les mêmes domaines.

Les auteurs qui soumettent des articles dans la revue *LAKISA* sont tenus de respecter les principes et normes éditoriales CAMES de présentation d'un article en Lettres et Sciences Humaines (NORCAMES/ LSH) ainsi que la typographie propre à la revue.

L'ensemble des articles publiés dans la revue *LAKISA* sont en libre accès sur le site internet de la revue. Cependant, les opinions défendues dans les articles n'engagent que leurs auteurs. Elles ne sauraient être imputées aux institutions auxquelles ils appartiennent ou qui ont financé leurs travaux. Les auteurs garantissent que leurs articles ne contiennent rien qui porte atteinte aux bonnes mœurs.

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)

École Normale Supérieure (ENS)

Université Marien Ngouabi (UMNG)

1 avenue des premières jeux africains (Brazzaville- Congo)

Éditeur : LARSCED

<https://doi.org/10.55595/LAKISA>

www.lakisa.larsced.cg

revue.lakisa@larsced.cg

revue.lakisa@umng.cg

BP : 237, Brazzaville-Congo